

Alstom : Macron déraile, ne le laissons pas brader l'industrie ferroviaire !

PCF.fr

Emmanuel Macron laisse Alstom, fleuron français du rail, passer sous contrôle du groupe allemand Siemens. Avec six sièges sur onze au conseil d'administration du groupe français, et une participation de 50 % au capital, l'Allemand sera le seul maître à bord. Ainsi cette alliance, donnant naissance au numéro deux mondial, ne serait en rien la création d'un Airbus du rail. Elle permettrait uniquement au groupe Allemand d'accroître sa rentabilité, de disposer du savoir-faire français et de bénéficier d'un carnet de commandes plein.

L'expérience du rachat des activités énergie d'Alstom par General Electric en 2015 montre combien sont insuffisantes les promesses qui consistent à assurer le maintien des centres de décisions et de recherches dans notre pays, ou encore celles de maintien des effectifs pendant une durée de quatre ans: des milliers d'emplois dans les secteurs de production seraient menacés d'être délocalisés hors de nos frontières.

Avec Alstom aujourd'hui, avec les chantiers navals de Saint-Nazaire demain, le président de la République joue au mécano capitalistique avec les grandes entreprises industrielles dont l'État est actionnaire. L'État n'est pas une banque d'affaires et l'industrie ferroviaire n'est pas à vendre, c'est un outil essentiel pour notre politique de transition énergétique comme pour l'avenir industriel de notre pays.

L'État dispose d'un droit de veto, Emmanuel Macron peut jusqu'au 17 octobre exercer son option d'achat et acquérir définitivement ces 20 % du capital du groupe français. L'avenir de notre industrie ferroviaire est en jeu, elle nécessite de rouvrir le dossier au plus vite pour engager une véritable concertation publique, transparente et démocratique, avec les syndicats et les élu.e.s sur l'avenir du fleuron industriel français si décisif pour l'emploi, la maîtrise technologique, et la

transition écologique. Dans ce sens, Fabien Roussel, député du Nord a demandé mardi 26 septembre, au nom des députés communistes la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur l'avenir d'Alstom et les négociations en cours.